

Syrie, Iran, Pakistan, une ceinture de feu traverse le continent eurasien !

Par [Léon Camus](#)

Mondialisation.ca, 18 décembre 2011

[Geopolintel](#) 8 décembre 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [L'IRAN](#), [Le «Printemps arabe»](#),
[SYRIE](#)



Sources : Energy Map of the Middle East and Caspian Sea, Petroleum Economist and Arthur Andersen, Londres, 2002 ; Comité professionnel du pétrole (CPDP), Central Intelligence Agency's 2000 Maps and Publications (CIA), United States Energy Information Administration (US-EIA) ; Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ; www.Globalsecurity.org ; United States Department of Defense (US-DOD).

PHILIPPE REKACEWICZ

Pour les non avertis, au moment présent, après la guerre de Libye et les poussées de fièvres populaires du Caire, alors que la presse n'évoque qu'anecdotiquement la situation au Yémen, à Bahreïn et en Somalie, ne subsistent au Proche Orient, médiatiquement parlant, que deux épicoles des crises qui eux, par contre, sont quotidiennement à l'honneur : Syrie et Iran, avec en prolongement et en contrepoint la guerre cachée du Pakistan. Guerre des robots volants - les drones tueurs chargés à présent de remplacer à moindre coût les

troupes de chairs et d'os – que nous redécouvrons périodiquement à l'occasion d'une « [bavure](#) » toujours sanglante : en l'occurrence la destruction par erreur d'une unité pakistanaise le 26 novembre : une centaine d'hommes au tapis et 24 à la morgue. Bavure remarquable, car révélatrice du niveau d'intensité des combats que livrent sur le sol pakistanais les forces aériennes des États-Unis, et à propos de laquelle, la ferme intention de M. Obama... est de ne point « *s'excuser* » [NYT].

Pour l'Iran, le fait majeur est la prise d'assaut de l'ambassade britannique à Téhéran, celle-là même qui abrita la rencontre tripartite Churchill, Roosevelt, Staline très exactement soixante-douze ans avant [1]. Quel qu'ait été le caractère spontané de cette « *manifestation* » de colère légitime [2], saluons la mémoire longue – peu commune dans les classes dirigeantes occidentales résolument courtermistes – qui semble habiter les élites de la théocratie parlementaire iranienne. Ajoutons que l'attaque contre l'enclave britannique est intervenue le jour anniversaire de l'assassinat à Téhéran, le 29 nov. 2010, de Majid Shahrani, patron du programme de décontamination des systèmes informatiques de la centrale de Natanz infectée par le virus Stuxnet de conception israélo-américaine, selon toute probabilité. Le même attentat – qui coûta la vie à Shahrani – blessa gravement le professeur Feredoun Abbassi-Davani, directeur des opérations de centrifugation – enrichissement de l'uranium – à Natanz également. La piste du Mossad en liaison avec le MI-6 britanniques a été bien entendu immédiatement évoquée – ne prête-t-on pas qu'aux riches ? – sur le site d'Intelligence en ligne Debka-Net-Weekly's. Selon toute vraisemblance, par le truchement ou avec le soutien des irrédentistes Kurdes à l'Ouest en Azerbaïdjan occidental, ou à l'Est au Sistan-Baloutchistan, il est avéré que les frontières iraniennes sont poreuses et que commandos et matériels transitent, entre autres, par ces régions à l'instabilité chronique [3]. Or, quatre jours après le rappel à Londres de son représentant et du personnel diplomatique en poste [4], sans autre lien de causalité que le divin hasard, l'Iran annonce avoir abattu dimanche 4 déc. sur sa frontière afghano-pakistanaise, un drone américain de reconnaissance RQ-170 Sentinel de dernière génération, engins déployés en Afghanistan spécifiquement pour le recueil de renseignements... en Iran et au Pakistan.

Pour la Syrie, nous – le bon peuple... cochons de payants et de votants, voués à engraisser à et à légitimer, sous couvert de démocratie, nos parasites – nous bénéficions d'un décompte quotidien des cadavres sans précision aucune cependant quant à savoir qui est mort, comment et dans quel camp ? Les plus folles rumeurs circulent ainsi sur les ondes et dans les lucarnes sur une répression impitoyable entraînant inexorablement la nation syrienne vers la guerre civile.

Une information grand public passant sous silence les quinze mille combattants d'une armée syrienne libre – selon les chiffres données par une opposition qui se revendique pourtant comme « *pacifique* » ! – opérant sur le sol syrien sans que l'on sache précisément s'il s'agit de déserteurs des forces régulières, de milices sunnites salafistes venues du Liban ou d'Irak ou d'éléments équipés et formés par la Turquie et déguisés en francs-tireurs... Ankara s'étant précipitée – à rebours des velléités affichées au cours de la dernière décennie, à savoir s'émanciper de la tutelle atlantiste – dans un jeu périlleux aux côtés des pétromonarchies, particulièrement le Qatar, alignées sur l'axe Washington, Londres, Paris, Berlin...

Paris qui, elle aussi, souffle le chaud et le froid, réclame le départ du président Assad et l'instauration de couloirs humanitaires tout en annonçant sans sourciller que toute intervention directe est à exclure alors que le journal officiel de « *la République des copains et des coquins* » chargé apparemment de la communication des oppositions syriennes,

encourage l'exacerbation de la violence... sous la plume de l'ex-otage G. Malbrunot [Le Figaro Cf. 29 nov.].

D'après cet envoyé très spécial « *Paris soutient logistiquement les insurgés syriens en leur fournissant du matériel infrarouge et des moyens de communications.* » À Beyrouth, le journaliste reçoit confirmation que les Services français encadrent au Liban et en Turquie les déserteurs syriens... les réseaux de trafiquants d'armes opérant au Liban étant mis à contribution « *pour renforcer la puissance des rebelles... qui multiplient de l'autre côté de la frontière les opérations contre les forces de sécurité syriennes* » tout comme leur sont gracieusement apporté le « *renseignement satellitaire relatif aux positions de l'armée syrienne* »... Conjointement, [ibid.] « *les services de renseignements jordaniens ne seraient pas en reste au sud de la Syrie, frontalier du royaume* ». Pendant ce temps, à Londres William Hague, ministre des Affaires étrangères rencontre les mandataires de la rébellion syrienne pour les assurer que la Turquie entend créer à brève échéance une zone franche à l'intérieur même de la Syrie !

Un seul obstacle : la Russie qui aurait doté la défense côtière syrienne de 72 redoutables missiles anti-navires [Interfax 1er déc. et AFP. Des systèmes anti-aériens sol-air S-300 PMU2 auraient en outre été installés sur la base navale russe de Tartous]... coupant ainsi court au projet actuellement à l'étude aux Nations-Unies d'instaurer un embargo international sur les ventes d'armes à destination de la Syrie. La vente en question ayant représenté la somme non négligeable d'environ 300 millions de \$ sur un montant total de contrats d'armements de 10 milliards de \$ en 2010... Par ailleurs, le ministre des Affaires étrangères russes, Serguei Lavrov, ne s'est pas privé d'évoquer à ce propos le précédent libyen pour s'opposer catégoriquement aux nouvelles sanctions imposées à Damas et revendiquer le droit de lui vendre des armes *ab libitum* : « *Nous avons bien vu ce qu'il est advenu en Libye quand l'embargo sur les armes a été appliqué. Seule l'opposition en a reçues et des pays comme la France et le Qatar s'en sont vantés sans aucune vergogne !* ».

La Russie, dont la presse occidentale ne s'est pas privé de dénigrer les résultats des élections législatives et la baisse sensible de « *Russie unie* », parti du premier ministre et futur nouveau président de la Fédération russe, allant jusqu'à relayer les rumeurs les plus malveillantes de fraudes électorales massives, a de toute évidence engagé un dur bras-de-fer avec les tenants d'un retour à la Guerre Froide, cela sur deux fronts. Le premier, et non le moindre, étant le bouclier anti-missiles américain d'Europe orientale, en principe destiné à contrer une hypothétique attaque balistique de la part de l'Iran... dispositif en fait prévu pour « *contenir* » la Russie, puissance émergente, non endettée et détentrice de fonds souverains disponibles. Le second étant, pour la Russie, la sauvegarde, coûte que coûte, de son influence au Levant, laquelle passe évidemment par le soutien apporté au Baas syrien, son dernier allié abritant l'unique base navale russe en Méditerranée. Ce pourquoi l'affaire syrienne n'est pas seulement une question régionale, et surtout pas humanitaire, mais une résurgence virulente de l'ancien antagonisme Est-Ouest.

Un dernier mot sur la crise syrienne vue cette fois de l'autre côté de l'Atlantique où les patrons des forces américaines – certainement las d'être les grands cocus de guerres ingagnables, contre-productives, coûteuses et injustes – se mobiliseraient pour éviter la guerre. Le 30 nov. 2011, le magazine EIR, spécialisé dans le « *renseignement* » américain, a confirmé que le Comité des chefs d'États-majors interarmées, le Joint Chiefs of Staff, s'était mobilisé en vue d'éviter la guerre contre l'Iran et/ou la Syrie, exprimant la crainte que le Président Obama ne soit désormais devenu « *imprévisible* ». Ces hommes craignent en effet de se trouver embarqués dans une guerre imprévue résultant d'une attaque israélienne de

l'Iran, avec subséquemment une riposte iranienne contre l'Entité sioniste, les forces américaines et leurs alliés dans le Golfe arabo-persique. Les États-Unis étant tenus par leurs accords bilatéraux passés avec certains membres du Conseil de coopération du Golfe, de devoir se ranger, *volens nolens*, à leurs côtés.

Un conflit d'où le recours à l'arme nucléaire ne serait pas exclu à en croire les jusqu'aboutistes du Likoud à Tel-Aviv et au Congrès américains. D'ailleurs, pas encore désengagés d'Irak et d'Afghanistan, les États-majors interarmées yankees souhaitent conserver la capacité à parer à toute éventualité en cas de crise majeure avec le Pakistan, redoutant davantage l'ouverture d'une telle crise au Penjab, qu'un conflit artificiellement provoqué avec la Syrie. Sachant que par ailleurs, la situation en Libye étant loin d'être stabilisée, la guerre des factions tribales et confessionnelles ne se transforme éventuellement en une véritable guerre civile. Ce pourquoi – pour ces raisons conjuguées – les responsables du Pentagone s'opposent catégoriquement à toute escalade inopportune contre la Syrie ou l'Iran [5].

Quant au Pakistan, où la guerre américaine contre les Pachtounes – rebaptisés « *Taliban* » pour mieux saisir d'effroi l'imaginaire collectif – s'étend de l'Afghanistan au Waziristân, zone tribale pakistanaise où la situation devient peu à peu critique avec des bavures à répétition de la part des drones tueurs américains qui effectuent des coupes sombres dans les rangs des troupes d'Islamabad. Reste que le Pakistan est depuis longtemps placé sous l'aile protectrice de la Chine populaire, laquelle observe avec vigilance les débordements et les violations de souveraineté dont se rendent coupables les appareils d'*Enduring Freedom*.

De ce point de vue, depuis l'affaire d'Abbottābād et la liquidation du pseudo Ben Laden, les relations Pékin-Moscou se sont tendues à l'extrême quoiqu'il n'en paraisse rien, ou presque, sur la scène médiatique. À ce point de l'histoire en cours, l'Occident est entré en confrontation latente avec l'Asie... où les disputes sont multiples et parfois très vives : songeons, pour laisser le Tibet de côté, au contentieux formosan qui oppose les deux Chine. Cause tout à fait envisageable pour un départ de feu qui embraserait un vaste arc de territoires depuis la Méditerranée orientale jusqu'à l'Océan Pacifique, à l'Est de Taïwan. Considérations qui ne sont pas de pures spéculations nées d'une imagination enfiévrée – paranoïaque et outrancièrement conspirationniste – car à circuler dans les couloirs des états-majors français et européens, innombrables sont également, et non seulement de l'autre côté de l'Atlantique, les officiers supérieurs qui militent pour la consolidation des forces armées nationales et la constitution d'un authentique système intégré de défense européen dans, avec ou sans l'OTAN, lequel serait au mieux ou au pire, *européanisé* ! Parce que, disent-ils « *il est hors de question que nous accompagnions les Américains dans une quelconque aventure taïwanaise* ». En un mot comme en cent, ces gradés qui expriment maintenant tout haut ce qu'ils pensaient encore hier tout bas, tient à ce qu'ils ne veulent pas mourir pour Formose comme autrefois les Français se sont stupidement sacrifiés pour Dantzig [6]. Mais nous savons tous, qu'*a contrario* de l'économie, en ce domaine crucial de la paix et de la guerre, ce sont les politiques qui dirigent le jeu selon des paramètres et des critères aussi subjectifs qu'idéologiques et qu'en tout état de cause, les militaires sont toujours rappelés, doucement mais ferment, à leur intransgressible devoir de réserve... sauf en cas de *golpe de Estado*, bien entendu ?

Notes

(1) Les deux représentants de la thalassocratie anglo-américaine et celui du *Heartland* soviétique se concertèrent du 28 nov. au 1er déc. 1943 quant au futur partage de l'Europe.

Conférence préfigurant celle de Yalta en fév. 1945 au cours de laquelle fut établi cette fois le partage du monde entre blocs rivaux.

(2) Mardi 29 nov. des étudiants « en colère » investissaient l'ambassade du R-U à Téhéran de la même façon qu'avait été occupée la représentation des É-U le 9 nov. 1979 et pris en otage le personnel... dont la plupart ne recouvra la liberté que 444 jours plus tard ! Les manifestants de 2011 entendaient eux protester contre l'aggravation des sanctions financières et économiques – notamment le gel des transactions bancaires avec la Banque centrale iranienne – adoptées le 21 nov. conjointement par Londres, Washington et Ottawa et contre le projet de bloquer les exportations du brut iranien vers le marché européen d'où l'Iran tire 80% de ses recettes extérieures. Simultanément quelque 200 bassidjis – milice créée en 1979 à l'initiative l'ayatollah Khomeiny, fondateur de la République islamique – pénétraient dans une annexe de l'ambassade au nord de la ville, en quête d'informations relatives au « rôle du R-U dans l'assassinat du physicien nucléaire iranien Majid Shahriari ».

(3) Même aux É-U le secret de Polichinelle commence à être éventé ainsi le Los Angeles Times du 4 nov. semble découvrir tout à trac que la récente combustion spontanée d'un dépôt de missiles balistiques [le 12 nov. en tuant 36 personnels dont le gén. Hassan Moghadam, responsable des programmes d'armement] sur une base des Gardiens de la Révolution à proximité de Téhéran, serait due à une opération conjointe des É-U et d'Israël. Le journal, qui découvre midi à dix-sept heure, nous informe qu'il s'agirait en l'occurrence d'une guerre secrète du XXI siècle destinée à neutraliser le programme nucléaire iranien afin de faire l'impasse sur une coûteuse attaque aérienne directe des É-U et/ou d'Israël contre l'Iran. Voir également « Iran : minorités nationales, forces centrifuges et fractures endogènes ». Jean-Michel Vernochet in « Maghreb Machrek » N°201 « L'Iran et le Moyen-Orient » automne 2009.

(4) La France a, pour sa part, rappelé son ambassadeur « *en consultation... compte tenu d'une violation flagrante et inacceptable de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques et de la gravité des violences* ». Idem pour l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suède et l'Italie. Notons que lorsqu'il s'agit d'alimenter les tensions internationales, les Européens, comme par enchantement, savent enfin « parler d'une seule voix » !

(5) « *La seule guerre dans laquelle le Pentagone souhaitant immédiatement s'engager, étant une guerre contre le Congrès et les coupes sombres prévues dans le budget de la Défense* » ! Les chefs des armées considèrent en outre que la position russe concernant le bouclier antimissile en Europe de l'Est doit être prise en compte car entièrement légitime... Ni l'Administration Obama ni l'Otan n'ayant consenti le moindre effort pour établir un partenariat véritable avec la Russie sur ce dossier au risque de remettre en question les accords START de limitations réciproques des armements stratégiques.

(6) En 1939, la France, à la suite de l'Angleterre, devait donner le coup d'envoi de la Seconde Guerre mondiale en déclarant la guerre au Reich allemand un journaliste prétendument pour sauver une Pologne que les Alliés livreront six ans plus tard, pieds et poings liés à ses bourreaux communistes Marcel Déat, ancien fidèle du socialiste Léon Blum avec lequel il rompit en 1933 lorsqu'il prend la tête d'un Parti socialiste de France. En 1939, il refuse de « mourir pour Dantzig ». Directeur de *L'Œuvre* à partir de 1940 et fondateur du Rassemblement national populaire, en 1944 il est nommé secrétaire d'État au Travail. Il est condamné à mort par contumace en 1945.

La source originale de cet article est [Geopolintel](#)

Copyright © [Léon Camus](#), [Geopolintel](#), 2011

Articles Par : [Léon Camus](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca